COMITÉ DES LUTTES DES TRAVAILLEURS DE L'OUÈME-PLATEAU**Motion de Protestation****A****Madame la Directrice de l'Enseignement Secondaire
Porto-Novo**

- Considérant les violations répétées des libertés démocratiques et syndicales ainsi que des franchises scolaires et universitaires ;
- Considérant la répression violente et dans le sang de la marche pacifique du 27 décembre 2013 bien que non interdite sur ordre du Préfet de l'Atlantique et du Littoral, Placide AZANDE et exécutée par le Commissaire Central de Cotonou, Pierre AGOSSADOU ;
- Considérant que suite à cette barbarie les confédérations et centrales syndicales et la Fésyntra-Finances ont appelé à une grève générale qui se poursuit malgré la campagne de désinformation, de dénigrement, de mensonge et de corruption avec achat de responsables syndicaux, en l'occurrence des prétendus dirigeants du Front tels que le tristement célèbre Gbénou Paulin connu pour ses basses besognes, l'intrigant et manœuvrier Gniton Pierre, connu aussi pour sa cupidité comme son acolyte Langanfin Glèlè Lucien ;
- Considérant la validation des concours frauduleux par YAYI Boni et son gouvernement malgré les protestations et grèves des travailleurs, notamment ceux du Ministère des Finances ;
- Considérant la violation flagrante par le gouvernement de l'article 25 de la loi 2001-09 du 21 juin 2002 portant exercice du droit de grève en République du Bénin ;
- Considérant les menaces et intimidations proférées par YAYI Boni, son gouvernement et ses représentants à différents niveaux contre les travailleurs en particulier contre les enseignants vacataires par des chefs d'établissements indécents ;
- Considérant que tout le gouvernement et surtout son chef Boni YAYI sont restés imperméables aux cris de détresse et aux souffrances du peuple et surtout de sa jeunesse studieuse (écoliers, élèves et étudiants) ;
- Considérant que la sortie médiatique du Président de la République le 28 février 2014 portant sur la restitution des défalcons illégaux de 2014 n'est qu'une farce qui cache mal la volonté délibérée du Chef de l'Etat de ne pas satisfaire les dites revendications ;
- Considérant le refus du gouvernement de YAYI Boni de payer aux enseignants du primaire et du secondaire les 25% de valorisation du point indiciaire accordés à tous les travailleurs de l'Etat ;
- Considérant enfin que malgré les cris de cœur de la jeunesse studieuse, Boni YAYI a visiblement opté pour une année blanche en restant campé sur sa position. Il n'a rien cédé à la rencontre de la dernière chance avec les secrétaires généraux le 12 Mars 2014, quant à l'essentiel des revendications. Une fois encore, on a fait du surplace.

Les travailleurs de tous les secteurs (à savoir : enseignants permanents et enseignants vacataires, agents de santé, du développement rural, des finances, des collectivités locales etc.), les élèves et étudiants, ainsi que leurs parents, les usagers des marchés, les conducteurs de taxi-motos, des taxi-bus et l'ensemble des populations, représentés ici par le Comité des Lutes des Travailleurs de l'Ouémé-Plateau viennent crier, devant votre institution, leur ras-le-bol. Ils dénoncent et condamnent avec véhémence cette attitude insensée et belliqueuse de

YAYI Boni vis-à-vis de son peuple et ses actes attentatoires aux droits de l'homme et aux libertés conquises au prix de hautes luttes et de sacrifices,

Ils exigent par conséquent :

- 1- *Le respect scrupuleux et la jouissance sans entraves des libertés démocratiques et syndicales ;*
- 2- *La restitution immédiate, intégrale et sans condition des sous volés aux travailleurs ;*
- 3- *Le relèvement de leur fonction de AZANDE Placide, Préfet de l'Atlantique et du Littoral et de AGOSSADOU Pierre, commissaire Central de la ville de Cotonou, deux individus pour lesquels YAYI Boni préfère sacrifier tout un peuple notamment la jeunesse, avenir du pays (c'est moi qui nomme et c'est moi qui démet a-t-il fortement martelé le 12 mars 2014) ; donc YAYI Boni se met au dessus de tout le peuple et bloque le chemin de la formation à la jeunesse ;*
- 4- *L'annulation immédiate et sans condition des concours frauduleux ;*
- 5- *La fin de toutes tracasseries policières et administratives et de toutes menaces contre les travailleurs en grève notamment les enseignants vacataires à qui certains chefs d'établissement brandissent le spectre de la suspension de leur contrat pour fait de grève ;*
- 6- *Le paiement des 25% de valorisation du point indiciaire aux enseignants du primaire et du secondaire*
- 7- *Le retrait pur et simple des Lycées et collèges et des universités de tout le pays des forces de l'ordre et des escadrons de la mort fabriqués de toutes pièces et entretenus par le pouvoir de YAYI Boni avec les sous du contribuable béninois ;*
- 8- *L'identification, le jugement et le châtement des policiers zélés responsables de traitements inhumains et dégradants, infligés aux enfants du peuple, en l'occurrence les étudiants et les élèves comme ce fut le cas le mercredi 05 mars 2014 au Lycée Toffa 1^{er} à Porto-Novo ;*
- 9- *La sédentarisation sans délai des enseignants vacataires, leur formation et leur reclassement dans des corps permanents de la Fonction Publique ; ce qui implique la prise d'actes administratifs conséquents et réguliers qui entrent en rupture avec l'arrêté trompe l'œil n°064/MESFTPRIJ/DC/SGM/SA, portant mise en place du comité chargé d'étudier les revendications des enseignants vacataires en date du 14 mars 2014, fabriquée à la hâte pour arrêter la poursuite de la grève des enseignants vacataires et ruiner ainsi le mouvement général ;*
- 10- *La satisfaction rapide et diligente des revendications objets des présentes grèves pour éviter à l'école, aux apprenants et à leurs parents, une année blanche.*

En tout état de cause le comité des Lutttes des Travailleurs de l'Ouémé-Plateau, à l'instar de ses homologues des autres départements, travaille inlassablement pour le respect et la jouissance pleine des libertés démocratiques et syndicales ;

En cas d'entêtement et de non satisfaction des préoccupations ci-dessus évoquées, **vous serez, Madame la Directrice, comptable avec YAYI Boni des déconvenues, surtout d'une année blanche**, qui en découleraient.

Fait à Porto-Novo, le 20 mars 2014

Les manifestants